

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Arrêtons les dérives

Le Conseil européen de Nice a adopté une déclaration réaffirmant le "rôle irremplaçable" des services d'intérêt général, précisant qu'il convenait de leur "assurer une plus grande prévisibilité et une sécurité juridique accrue dans l'application du droit de concurrence" avec "une mise en oeuvre de ces orientations pour le Conseil européen de décembre 2001" (cf. bulletin 71).

Parallèlement, sur proposition de la Commission, les institutions européennes discutent d'une série de **propositions qui conduisent à vider cette reconnaissance de son contenu** :

- . projet de directive sur le **service universel des télécommunications**, qui refuse d'en étendre le champ et veut créer un système d'appel d'offres ou de mise aux enchères.
- . projet de **directive poste** réduisant le secteur réservé conduisant à l'impossibilité de financer le service universel.
- . projet de **règlement sur les obligations de service public dans les transports terrestres**, qui vise à introduire, sauf exception, l'obligation d'appel d'offre chaque fois qu'il y a obligation de service public poussant ainsi vers une forme unique de prestation, la gestion déléguée avec mise en concurrence.
- . **questionnaire sur les services d'intérêt général pour le transport de passagers par le rail conventionnel** qui donne l'impression que le concept de "service public", de "service d'intérêt économique général" et/ou "d'obligations de service public" est impossible à définir, donc sans objet.
- . note de préparation de la Présidence suédoise pour le **Conseil conjoint Emploi-Télécom** des 15, 16 et 17 février, qui s'interroge sur la pertinence "d'obligations universelles de service".
- . procédure de mise en cause, comme aides d'Etat abusives, des garanties que les **Länder allemands** accordent aux banques publiques.

Tout se passe comme si la notion de service d'intérêt économique général ou d'obligation de service public, bien que reconnue formellement dans le traité, devenait **obsolète**, la concurrence devant régler naturellement la question par les procédures d'attribution des marchés. Cette orientation était d'ailleurs présente dans la Communication de la Commission du 20 septembre 2000, qui réduisait le service universel au processus de passage d'une situation de monopole à la concurrence.

Nous avons à plusieurs reprises démontré que pour une bonne application des objectifs des traités (art. 2 - art. 6), l'objectif de construction du marché unique avait besoin de **deux moyens à égalité**, la concurrence **et** les services d'intérêt général.

Let us halt the drift

The European Council of Nice endorsed a declaration reaffirming the "irreplaceable role" of services of general interest and specifying that they should be "ensured a wider predictability and increased legal protection in the application of competition laws" with "the application of these orientations by the European Council of December 2001 (cf. bulletin 71).

At the same time through suggestion from the Commission, European Institutions are discussing a series of **propositions which are leading to making the acknowledgement devoid of its substance**:

- . draft directive on the **universal service of telecommunications**, which refuses to enlarge the field and wants to create a system of invitation to tender or that of auctioning.
- . draft of **postal directive** reducing the reserved sector, thus rendering the financing of the universal service impossible.
- . **regulation draft on obligations of public service of ground transports**, which aims at introducing, apart from exceptions, the obligation of invitation to tender whenever there is a public service obligation, thus heading towards a unique system of service provision, assigned management with installation of competition.
- . **a questionnaire on services of general interest for conventional railways passenger service**, which gives the impression that the concept of "public service", of "services of general economic interest" and/or of "obligations of public service" is impossible to define and thus of no interest at all.
- . a preparation note of the Swedish presidency for the **Employment-Telecommunications joint Council** to be held on 15th, 16th and 17th February, which questions the pertinence of "universal obligations of the service".
- . questioning procedures, such as abusive State aid, guarantees offered by **German Länder** to public banks.

Everything takes place as if the notion of the service of general economic interest or that of obligation of public service, though formally recognised in the treaty, was now becoming **obsolete** and, it was being left to competition to naturally settle the question through market distribution. This orientation was presented in the Commission's communication of 20th September 2000, which reduces the universal service down to a process of changing from monopoly to competition.

On a number of occasions we have shown that in order to properly apply the objectives of the treaties (art. 2 - art. 6), the objective of the construction of the Single Market needed **two measures applied on equal basis**, competition **and** services of general interest.

Afin d'éviter les dérives que nous constatons, et les tendances des institutions européennes sous la pression des forces les plus néo-libérales, de privilégier la concurrence, il est indispensable de définir dans des **textes transversaux** (directives ou règlements cadres) les principes de ce que sont les obligations de service d'intérêt général, de leur financement, de leur régulation, de leur évaluation et du rôle des consommateurs, usagers, citoyens. Ces définitions communautaires sont indispensables, pour pouvoir décliner le principe de **subsidiarité**, pour l'organisation concrète des services. Sans ces règles communes, le principe de subsidiarité ne serait qu'un prétexte pour dégager des niches territoriales créant des distorsions de concurrence sur le territoire européen. Sans ces règles communautaires, l'Union ne sera jamais en capacité de répondre aux attentes de garantie de qualité de service pour **tous** les utilisateurs.

Ce travail de définition est d'autant plus urgent que certains utilisent l'argument de l'**élargissement** pour avancer que la définition d'exigences de qualité des services d'intérêt général ajouterait une difficulté supplémentaire aux pays candidats, compte tenu de leurs niveaux de développement. Céder à cet argument serait en fait permettre à quelques opérateurs d'écrémer le marché, alors que les objectifs de cohésion sociale et territoriale demandent justement des efforts de solidarité nouveaux avec ces pays, dans le cadre d'une articulation "services d'intérêt général/marché".

Jean-Claude Boual, Pierre Bauby et Katherine Varin

Aides d'Etat

La Commission, direction générale de la concurrence, vient d'envoyer une lettre (26 janvier) aux Autorités allemandes pour leur notifier que les garanties ("Anstaltslat" et "Gewährträgerhaftung") accordées aux banques publiques allemandes constituent des aides d'Etat et sont, par conséquent, incompatibles avec le droit communautaire. Selon la Commission, notamment, ces aides affectent le commerce entre Etats membres, elles ne rentrent dans aucune des exemptions prévues par l'article 87.1 du traité et, enfin, il n'est pas établi qu'elles représentent une contrepartie à la fourniture de services d'intérêt économique général. L'Allemagne a un mois pour répondre.

Comité des Régions

Les présidents du Comité des Régions et de la Commission européenne ont arrêté les grandes lignes d'un Protocole d'accord destiné à "améliorer le processus de consultation réciproque, à mieux impliquer le Comité dans le débat politique communautaire et à l'associer à la politique de communication et d'information de la Commission", notamment auprès des collectivités locales et régionales. Pour sa part, le Comité souhaite être impliqué le plus en amont possible dans l'élaboration des propositions législatives de la Commission et être consulté sur "les grandes orientations stratégiques de l'Union". Le protocole devrait être finalisé sous un mois.

Notre nouvelle adresse E-mail :
celsig@noos.fr

In order to avoid the drifting that we see happening and to check the tendencies of European Institutions, under pressure from the strongest neo-liberal forces in favour of competition, it is crucial to define, in the **transverse texts** (directives or framework regulations), principles of what constitute obligations of services of general interest, their financing, their control, their evaluation and the role of consumers, users and citizens. These Community definitions are necessary in order to forgo the principle of **subsidiarity**, and for a proper organisation of services. Without such common rules, the principle of subsidiarity would only serve as a pretext for establishing territorial niches thus creating competition distortions over the European territory. Without these European rules, the Union will never be able to meet expectations of service quality guarantee for **all** users.

This task of setting definitions is all the more urgent now that some people use the question of the **extension** of the Union, to argue that the definition of quality requirements for services of general interest, will be an additional difficulty to candidate countries, given their level of development. Giving in to this argument will be, in effect, allowing only a few operators to draw the best from the market, whereas the objectives of social and territorial cohesion call for new efforts of solidarity with these newcomers in the framework of the association "services of general interest/market".

Jean-Claude Boual, Pierre Bauby and Katherine Varin

State aid

On 26th January, the Commission and the Competition directorate general wrote a letter to the German authorities to notify them that the guarantees ("Anstaltslat" and "Gewährträgerhaftung") extended to German public banks constitute State aid and are therefore incompatible with the Community's law. According to the Commission, in particular, such aid affects commerce between Member States, it does not fit into any of the exemptions provided for in article 87.1 of the treaty and nothing guarantees that it represents compensation to the provision of services of general economic interest. Germany has been given two months to reply.

Regions Committee

The Presidents of the Regions Committee and of the European Commission have fixed main points of a draft treaty aimed at, "improving the process of reciprocal consultation, providing closer involvement of the Committee in the Community's political debate and associating it to the Commission's communication and information policy", in particular, towards local and regional communities. On its part the Committee wished to be involved at the earliest possible stages in the elaboration process of legislative propositions of the Commission, as well as be consulted on "major strategic orientations of the Union". The treaty should be finalised within a month.

Our new E-mail address is:
celsig@noos.fr

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@noos.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.